



VIGILANCE ET ACTION

'Il n'y a qu'une seule fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir.'

N°9/10 NOV-DEC 1987

bulletin de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE

RESPONSABILITE CIVIQUE

Le M.I.L. n'est pas un parti politique. Il n'a pas de vocation politicienne et il ne présente pas de candidats aux élections. Voilà ce qui est affirmé clairement dans notre Manifeste, qui précise cependant que notre Mouvement "ne se désintéresse pas pour autant de la vie publique et qu'il exerce sa vigilance à l'égard des grandes décisions, y compris celles qui relèvent du pouvoir politique". Tels sont les principes généraux de notre action.

Aujourd'hui, à quelques mois de l'élection présidentielle, NOUS NE POUVONS DEMEURER MUETS ET NOUS DEVONS DIRE NETTEMENT QUELLES CONSEQUENCES PRATIQUES ENTRAÎNENT L'APPLICATION DE NOS PRINCIPES, c'est-à-dire quelle sera notre attitude à l'occasion d'une échéance capitale de notre vie politique nationale.

LA TENTATION DU REPLI

Nous pourrions être tentés de nous tenir à l'écart de l'agitation politique et nous ne manquerions pas d'arguments pour nous donner bonne conscience.

Nous pourrions faire remarquer que notre action s'exerce "sur le terrain", celui des divers secteurs d'activité, que la vie publique ne donne guère aux citoyens une image exaltante, surtout avec les "affaires" dont parlent les médias et que depuis le 16 Mars 1986 nous n'avons pas obtenu, comme par un coup de baguette magique, tout ce que nous pouvions souhaiter. Nous pourrions ainsi passer, au moins à nos propres yeux, pour des gens qui ne se font pas d'illusions, qui savent se tenir au dessus de la mêlée, qui renvoient tous les adversaires dos à dos et qui retournent sagement cultiver leur jardin.

Certains vont même plus loin. Ils déclarent finement que les années passées dans l'opposition, "c'était le bon temps", puisqu'on avait toutes les raisons de critiquer le pouvoir politique et que l'on pourrait se donner ce plaisir en permanence sans avoir à prendre de responsabilités personnelles.

Mais il ne faut pas se le dissimuler, ces beaux raisonnements et ces paradoxes servent à donner une apparence brillante à ce qui n'est en fait que la politique de l'autruche. Si l'on ne veut pas se laisser griser à bon compte, il faut regarder la situation en face et en tirer les conséquences pratiques.

L'ENJEU

Si nous nous sommes engagés dans un mouvement comme le M.I.L., c'est que nous sommes au service d'une cause qui dépasse la politique et que nous avons une certaine idée de la société fondée sur des valeurs civiques telles que la primauté de la personne, la liberté indissociable de la responsabilité et du devoir, la cohésion nationale. Mais nos idées ne peuvent pas s'imposer toutes seules. Pour les faire triompher, il faut que nous ayons la liberté et le pouvoir d'agir. Il faut donc, en pratique, que nous ne soyons pas étouffés par le pouvoir politique et, si possible, que son action aille dans le même sens que la nôtre.

Que se passerait-il si un socialiste l'emportait à l'élection présidentielle ? Certains s'imaginent que les socialistes ayant été "assagis" par cinq ans de pouvoir, ne se conduiraient pas très différemment de leurs adversaires et que l'on se trouverait simplement dans une situation plus molle, qui ne serait d'ailleurs que provisoire. C'est une double erreur.

D'abord, s'il est vrai que les socialistes ne se font plus beaucoup d'illusions sur certaines de leurs idées, ILS N'ONT RIEN PERDU DE LEUR EFFICACITE DANS L'ART DE PRENDRE LE POUVOIR ET DE L'EXPLOITER A LEUR PROFIT ET AU DETRIMENT DE LEURS ADVERSAIRES, POUR LE PLUS GRAND DOMMAGE DU PAYS.

Ils détiennent encore un pouvoir redoutable dans plusieurs domaines essentiels comme les médias et l'enseignement. De plus, ils ont posé de solides jalons partout où ils l'ont pu de 1981 à 1986. S'ils reprenaient en main les leviers politiques nationaux, ils tireraient tous les bénéfices d'une stratégie mise en place depuis plusieurs années. Et l'on sait bien que s'il arrive que la droite au pouvoir fasse des cadeaux à la gauche, la gauche ne pratique pas ce genre de gentillesse et profite de sa situation de force pour porter les coups à ses adversaires, surtout à ceux qu'elle juge les plus solides.

D'autre part, il ne faut pas croire que, une fois revenu au pouvoir, les socialistes se contenteraient de faire trois petits tours avant de s'en aller. Leur retour signifierait que leur première "expérience" de cinq ans n'a pas suffi pour vacciner les Français, et on pourrait compter sur eux pour verrouiller les issues et pour tout faire pour que, comme ils le disaient déjà en 1981, l'alternance ne puisse se faire qu'entre les forces de gauche.

Le retour des socialistes au pouvoir aurait donc les conséquences les plus graves pour notre pays et plus spécialement pour tout ce à quoi nous croyons.

UN IMPERATIF : BATTRE LA GAUCHE

Il nous appartient de tirer les conséquences pratiques de ce raisonnement et d'envisager ce que nous devons faire pour empêcher qu'un président de gauche n'occupe l'Elysée pour une nouvelle période de sept ans.

LA DROITE, TOUTES TENDANCES CONFONDUES, EST MAJORITAIRE ET CEPENDANT ELLE RISQUE D'ETRE BATTUE. Pour l'empêcher, il faut d'abord éviter les divisions et rassembler toutes les forces. C'est évident mais cela ne suffit pas. Il faut aussi adopter une tactique imposée pour les conditions particulières de l'élection présidentielle.

Nous devons donc oeuvrer à la victoire d'un candidat qui, au départ, aura des chances raisonnables de l'emporter.

Nous ne pouvons donc pas nous tromper : au deuxième tour, le champion de la gauche sera nécessairement socialiste, et le champion de la droite sera nécessairement issu de l'actuelle majorité. C'est probablement la seule certitude qui s'impose à propos de l'élection présidentielle.

Peut-on en tirer la conséquence que l'on peut émettre au premier tour un vote d'humeur ou de sentiment, quitte à se réserver pour un vote "raisonnable" au second tour ? Assurément non, au moins pour deux raisons :

1) D'abord, en raison de la disproportion des forces à gauche, on peut être sûr que le candidat socialiste obtiendra un fort pourcentage des suffrages exprimés. Si les voix étaient trop éparpillées à droite, le déséquilibre serait tel que la dynamique du premier tour s'imposerait irrésistiblement au second et que la différence serait impossible à combler.

2) D'autre part, si on choisit à droite un "candidat de second tour" sans lui donner sa voix au premier, on risque fort de l'éliminer purement et simplement de la compétition et d'avoir à faire un choix qui sera encore plus éloigné de ce qui était souhaité au départ.

POUR UNE ECHEANCE AUSSI IMPORTANTE, IL N'Y A PAS UN TOUR A BLANC ET UN TOUR EN GRANDEUR REELLE. UNE ERREUR DE TIR AU DEPART EST PRESQUE SUREMENT IRRATTRAPABLE A MI-CHEMIN.

Dans la vie politique d'un pays comme la France, il y a des moments pour marquer les diversités et d'autres moments pour travailler au rassemblement efficace. Il est de notre responsabilité de dire qu'un tel moment est arrivé.

Le Bureau National

**VIGILANCE et ACTION est édité par
le Mouvement Initiative et Liberté,
4 rue Frédéric Mistral 75015 Paris**

Directeur de la publication : A. DECOCCO
Dépôt légal 4^e trimestre 1987
Imprimerie Lemaire, 95000 Pontoise

DETENTE SOVIETO-AMERICAINE: UN DANGER POUR L'EUROPE

Paris, Novembre 87 - L'accord amé-ricano-soviétique sur la suppression des euromissiles que REAGAN et GORBATCHEV devraient signer à Washington avant la fin de cette année, risque de laisser l'Europe Occidentale désarmée face à l'URSS. Les quelques voix qui s'élèvent, ça et là, en France, pour mettre en garde une opinion publique qui, légitimement, rêve de paix, agacent et ne sont pas entendues. Le syndrome de Munich persiste ! Mais qui veut se souvenir de ce jour de 1938 où Français et Anglais crurent à la possibilité d'une coexistence pacifique avec HITLER. Bilan : 5 ans de guerre, des millions de victimes et STALINE à Berlin.

UNE DANGEREUSE EUPHORIE

Comme en 38, l'heure est à l'euphorie.

Aux Etats-Unis, 56 % des personnes interrogées lors d'un sondage approuvent le démantèlement des euromissiles, 37 % sont contre. Les mêmes pourraient bien, demain, exiger le départ des forces terrestres américaines d'Europe Occidentale, et contraindre Washington à ne plus gérer que la seule défense d'un Continent Américain protégé par son bouclier de "la guerre des étoiles" et ses fusées stratégiques intercontinentales.

En Europe, la plupart des Dirigeants Politiques se croient obligés de faire connaître leur accord. En France, des personnalités politiques qualifient ce futur traité de "chance pour l'Europe", de "bon accord" ou, plus prudemment, de "processus intéressant". Le président de la République, François MITTERRAND est "satisfait d'un accord qu'il approuve entièrement". En revanche, le premier Ministre, Jacques CHIRAC, franchement réservé, souligne dans une interview au Point : "Gardons nous de bercer nos opinions d'espairs exagérés voire illusoires. Nous ne répéterons jamais assez que c'est la dissuasion nucléaire qui a garanti la paix en Europe depuis 40 ans".

UNE FORMIDABLE MENACE

Pour le Général Pierre Marie GALLOIS, "l'Europe, privée de ses missiles intermédiaires, sera sans parade en face de l'appareil classique et nucléaire de la puissance Union Soviétique".

Concrètement, l'accord de Washington - s'il est signé - signifie le démantèlement des missiles à moyenne et courte portée américains et soviétiques implantés en Europe. C'est l'option double zéro. La première porte sur les Pershing 2 et SS-20 de 1.000 à 5.000 kms de portée. La seconde, sur ceux de 500 à 1.000 kms, Pershing 1A et SS-22 et 23. Mais déjà, en RFA, des voix nombreuses, dont celles des Sociaux Démocrates, demandent une troisième option qui consisterait à interdire les missiles de très courte portée, moins de 500 kms. Là, ce sont les missiles français de type Pluton et Hadès qui sont implicitement visés. L'option triple zéro est donc bien un processus qui aboutirait à laisser l'Europe nue, désarmée face aux forces du pacte de Varsovie. "C'est exclu, dit Jacques CHIRAC. Les moyens de la dissuasion forment un tout". François MITTERRAND, lui, ne dit pas non, si l'option triple zéro se place dans le cadre d'un accord général de désarmement qui incluerait les missiles stratégiques intercontinentaux de 12.000 kms de portée et les forces classiques. Utopie !.

Les USA et l'URSS évoquent bien la possibilité d'un prochain accord sur une réduction de 50 % de leurs arsenaux stratégiques : 12.000 missiles balistiques intercontinentaux chacun ! "Le vingtième de ce potentiel de destruction, écrit le général GALLOIS dans le Quotidien de Paris, suffirait à neutraliser tous les moyens de résistance de l'ensemble de l'Europe de l'Ouest. D'autant que 2 projectiles seulement y déclencherait la panique et, selon l'ancien chancelier Helmut SCHMIDT, amèneraient la Bundeswehr à déposer immédiatement les armes. Aussi, que l'arsenal russe soit ramené de 12.000 à 6.000 ogives ne renforcerait-il en rien la sécurité de l'Ouest Européen".

Il faut savoir qu'avec ou sans force nucléaire, l'URSS dispose d'une armée de 3,5 millions d'hommes, de 50.000 chars, de 1.500 navires dont 267 sous-marins et de 7.800 avions. Près de 50 % des effectifs et matériels soviétiques sont, au sein du pacte de Varsovie, déployés face à l'Europe Occidentale. L'URSS dispose, en outre, de stocks considérables d'armes chimiques qu'elle a pu expérimenter au Laos, contre les Méos et en Afghanistan contre les Mudjahidines. En face, l'OTAN, est en mesure d'aligner 900.000 hommes, 8.000 chars, 3.400 avions de combat et 850 navires de guerre. Les chars de l'Armée rouge sont à 240 kms de Strasbourg.

Ce déséquilibre n'est pas prêt de disparaître car "la réduction des forces classiques soviétiques ne sera jamais assez significative pour être à la mesure de celles de la mosaïque européenne", ajoute le Général GALLOIS.

LES DÉS SONT PIPES

Or, avant même que le traité sur les euromissiles soit signé, les soviétiques semblent l'avoir déjà contourné. Selon le Washington Times, citant des officiels du Pentagone, l'URSS a modifié ses SS-20, les rendant plus puissants et plus précis. Sous la nouvelle appellation de SS-20 mod 2, ils peuvent prendre place dans la panoplie des engins stratégiques intercontinentaux, SS-16 et SS-25 embarqués sur rampes mobiles, qui ne sont pas concernés par l'accord. Parallèlement, l'URSS pousse son propre programme de guerre des étoiles tout en s'efforçant, par tous les moyens, d'obtenir l'arrêt de celui des américains. Elle a développé un programme d'armes laser assez puissantes pour détruire les satellites américains placés sur des orbites entre 450 et 750 miles. D'ici 5 ans, les satellites en orbite géostationnaire, à plus de 20.000 miles, seront, à leur tour, vulnérables. Deux sites expérimentant l'arme laser ont été, récemment, détectés en Asie Centrale Soviétique : l'un à Sary-Shagan, l'autre à Nurek, dans les montagnes du Tadjikistan, au nord de l'Afghanistan. Ce dernier site a été photographié, presque par hasard par le satellite français Spot, exploité par les suédois. TOUT LE SYSTEME DE COMMUNICATIONS AMERICAIN ET LE FUTUR BOUCLIER SPATIAL SONT DESORMAIS MENACES.

Récemment, un navire de guerre soviétique a été en mesure d'aveugler, temporairement, par un rayon laser, le pilote d'un avion américain, qui s'intéressait de trop près au lancement d'un missile soviétique expérimental dans le Pacifique, à moins de 500 miles d'Hawaï.

Le développement de ces bases constitue une violation pure et simple du traité sur les missiles antibalistiques (ABM) de 1972 qui, précisément, en limitait le nombre. Ronald REAGAN en était parfaitement informé quand il a refusé le marchandage que lui proposait GORBATCHEV, à savoir : "Pas de sommet à Washington, pas de traité sur les euromissiles, si vous ne renoncez pas à l'IDS". GORBATCHEV, qui a autant besoin d'un sommet - si ce n'est plus - que REAGAN, a cédé. Il a renoncé à son marchandage et accepté le voyage à Washington. Autant pour la presse occidentale qui titrait, un peu vite "Pauvre REAGAN qui n'aura pas son sommet".

Pour nous Européens, l'accord soviéto-américain constitue un signal d'alarme très pressant. Certes entre l'accord de principe et son application effective, il s'écoulera plusieurs années et bien des événements peuvent se produire. MAIS LA MENACE EST GRAVE ET NOUS NE POUVONS PAS RESTER PASSIF. Nous devons travailler à la mise sur pied rapide d'une défense commune, s'inscrivant dans le cadre de l'alliance avec les Etats-Unis et respectant les intérêts nationaux de chacun. C'EST UNE RESPONSABILITE QU'AURONT A ASSUMER LES DIRIGEANTS FRANÇAIS AU COURS DES PROCHAINES ANNEES. IL FAUDRA PRENDRE EN COMPTE CETTE DONNEE LORS DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE.

le Bureau National du M.I.L a décidé de lancer une campagne nationale sur le thème :

UNITE CONTRE LA GAUCHE

de manière à rappeler à tous que le seul adversaire que nous combattons : c'est la gauche.

Dans un premier temps le slogan sera diffusé sous la forme d'une affiche. Il est possible de fournir à tout adhérent à jour de cotisation des affiches. Il suffit pour cela, d'en faire la demande écrite au Centre National. Vous pourrez de même recevoir des exemplaires du VIGILANCE ET ACTION pour assurer une diffusion aux sympathisants.

UNITE CONTRE LA GAUCHE

MIL

MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE
4, RUE F. MISTRAL 75015 PARIS

MIL